



CTSD du 4 juin 2020
Lettre ouverte au Directeur interrégional de Marseille

Monsieur le Directeur Interrégional,

L'Intersyndicale Méditerranée ne participera pas à cette séance de comité technique local, tenue en audio conférence dans l'urgence, par le fait des diktats imposés par les responsables nationaux.

Les ministres, dont les exploits par ordonnance ou décret ne sont plus à souligner, avancent comme si rien ne s'était passé ce printemps en France.

Malgré les demandes unanimes de report des mesures visant à casser la douane à coup de transferts de perceptions et missions, les ministres maintiennent le rythme tout juste freiné durant un trimestre.

Et la directrice générale bon élève, veut à tout prix pouvoir annoncer qu'elle a mené à bien le transfert de la TGAP à la DGFIP, refusant le report demandé du CTR convoqué le 18 juin prochain.

Vous voilà donc contraint de mener au pas de course les réunions locales sur un sujet qui d'évidence aurait mérité la présence physique de tous, en toute sécurité, ce qu'il vous est impossible de réaliser actuellement, du fait des structures disponibles.

Malgré ce qui a été vendu aux agents, le sujet de la restructuration TGAP n'a aucune urgence à être traité, en cela que les mutations 2020 en un seul mouvement imposé par la DG, sont bouclées (parution demain 5 juin) et que la campagne d'inscription pour le premier mouvement 2021 s'ouvrira à l'automne.

Il ne s'agit pas pour nos organisations d'abandonner nos camarades restructurés ; mais bien au contraire, de faire respecter les droits et obligations à leur égard, sur un transfert que nous désapprouvons fortement.

Nous ne nous étalerons pas plus, sur la preuve encore donnée que les gouvernants n'ont qu'un objectif : faire de la pandémie une parenthèse dans leur politique de casse de la douane.

Cette casse est largement facilitée par les regroupements et restructurations menées durant des années permettant de transférer en un seul bloc à d'autres administrations « voraces », les services douaniers : TSVR, TGAP, bientôt DAFN et sans nul doute à très court terme les recettes interrégionales qu'on s'emploie à vider de leur substance.

Notre Boycott de ce jour, que nous aurions souhaité unanime, a une réelle portée dont il vous est demandé de tenir compte en matière de reconvoque, qui vu l'importance du sujet, ne peut qu'être initiée en présentiel, en un lieu le permettant.

Marseille, le 4 Juin 2020

Les Élus de l'intersyndicale CGT, Solidaires, UNSA DOUANES, USDFO